

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUIN 1921.

1° Proposition de loi instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines;

2° Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1897 concernant les délégués à l'inspection des mines (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DONNAY.

MESSIEURS,

Parmi les revendications des travailleurs de la mine, il n'en est pas de plus ancienne ni de plus justifiée que celle relative à la nomination de délégués ouvriers à l'inspection des mines. Ce n'est cependant que le 1^{er} mars 1895, au lendemain de l'avènement du suffrage universel pluralisé, que la première proposition de loi ayant cet objectif fut déposée à la Chambre et examinée, d'abord par une Section centrale, puis par une Commission spéciale qui firent rapport.

Le Gouvernement ne se rallia pas à cette proposition même amendée et exprima son intention de soumettre à la Chambre un projet qui était à l'étude. Celui-ci fut déposé, le 30 mars 1896, par l'honorable M. Nyssens, premier titulaire du Ministère de l'Industrie et du Travail, nouvellement créé.

Les longs et intéressants débats auxquels celui-ci donna lieu portèrent surtout sur l'opportunité de l'inspection ouvrière les conditions de son fonctionnement et le mode de nomination des délégués ouvriers. Unanimes pour en reconnaître l'opportunité, les législateurs ne le furent plus sur les conditions de son fonctionnement et se divisèrent surtout sur le mode de nomination des délégués pour aboutir enfin au vote de la loi du 11 avril 1897.

(1) Propositions de loi, nos 130 et 186 de la session 1919-1920.

(2) La Section centrale, présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. ERNEST, LOMBARD, MABILLE, MANSART, MASSON et DONNAY.

Laborieusement élaborée à un moment où le pays venait d'être si profondément troublé par une longue crise politique, cette loi a gardé comme une tare originelle aux yeux de la grande majorité des ouvriers de la mine. S'ils accueillaient avec joie la création d'une inspection ouvrière, dans la plupart des circonscriptions les inspecteurs étaient tenus pour suspects en raison surtout du mode de nomination instauré par la loi.

Aux termes de son article premier, elle confie aux sections des Conseils de l'Industrie et du Travail représentant l'industrie des charbonnages, le soin de présenter au Ministre compétent une double liste de candidats aux emplois de délégués. Dès l'apparition du projet du Gouvernement, ce système de désignation fut vivement combattu dans les régions minières où les ouvriers intéressés le considéraient comme une manifestation de méfiance à leur égard. Lors de la discussion de la loi, l'auteur du projet et l'honorable M. Cooreman, rapporteur au Sénat, avaient cependant déclaré que si le Gouvernement voulait, pour la désignation des candidats délégués, recourir à l'intervention des Conseils de l'Industrie et du Travail, ce n'était qu'à titre d'essai.

L'avenir prouva que cette déclaration n'avait pas calmé les appréhensions de ceux que la loi concerne, car dans de nombreux ressorts de Conseils de l'Industrie et du Travail, on vit les électeurs mineurs se désintéresser complètement de l'élection de ceux qui devaient choisir les candidats délégués. Depuis lors, la revision de la loi n'a pas cessé d'être réclamée par ceux dont elle doit garantir la sécurité et la salubrité dans l'exercice de leur pénible labeur. Elle reste l'une des questions les plus discutées au sein des associations professionnelles et des Congrès des mineurs, ce qui est peut-être la meilleure preuve de l'utilité de l'inspection.

Instaurée depuis 1898, l'expérience de vingt-trois années a préparé de nouveaux progrès dans ce domaine et le dévouement, autant que l'esprit de sacrifice dont les travailleurs de la mine ont fait preuve dans la période de reconstruction surtout, constituent des gages dont le législateur doit tenir compte pour apprécier, dans un esprit de confiance largement méritée, ce qui peut être fait pour améliorer encore la loi en vigueur.

Sans doute, au point de vue général de son application, on ne peut contester les heureux résultats de l'inspection ouvrière. Elle a, dans une large mesure, contribué : 1° à augmenter la sécurité des travailleurs de la mine ; 2° à améliorer les conditions de salubrité dans lesquelles ils effectuent leur dur labeur quotidien ; 3° à réduire le nombre et la gravité des accidents ; 4° à faire mieux apprécier aux ouvriers mineurs la compétence, le dévouement et la vigilance des ingénieurs des mines.

Des résultats aussi satisfaisants prouvent-ils cependant que l'œuvre du législateur de 1897 ne soit pas susceptible d'améliorations ?

Nullement, et nous n'en voulons comme preuve que les dépôts, presque simultanés, de deux propositions de loi modifiant la législation actuellement en vigueur dont l'une de MM. de Liedekerke et consorts et l'autre de MM. Falony et consorts. Elles ont pour but d'améliorer : 1° le système de nomination des délégués ; 2° les conditions de leur fonctionnement en vue de permettre une

observation plus rigoureuse de divers arrêtés postérieurs à 1897 et d'assurer les utiles auxiliaires des ingénieurs des mines que sont les délégués ouvriers, contre l'invalidité et la vieillesse.

S'inspirant des propositions que vous l'avez chargée d'examiner et après s'être mise d'accord avec le Gouvernement, la Section centrale vous soumet un projet, pour l'élaboration duquel elle a pris pour bases la loi de 1897 et la proposition de MM. Falony et consorts.

Examen des articles.

ARTICLE PREMIER. — Il précise la mission des délégués ouvriers qui consiste d'abord à examiner au point de vue de la salubrité et de la sécurité des ouvriers, les travaux souterrains.

Au 1^{er}, leur compétence est étendue *aux installations de la surface qui se rapportent directement à l'exploitation de la mine.*

Ces installations sont : la machine d'extraction, la lampisterie, les bains-douches ou les vestiaires et lavabos.

Pour justifier cette modification, il suffit de rappeler la circulaire ministérielle du 24 février 1898 ainsi que certains arrêtés royaux postérieurs à la loi de 1897. En ce qui concerne la surveillance de la machine d'extraction, l'arrêté royal du 10 décembre 1910 stipule, article 32 : « Au cours de la translation du » personnel, un aide capable de continuer celle-ci ou d'arrêter la machine en cas » d'indisposition subite du machiniste, se tiendra à portée des fers de manœuvre. »

Chargés de veiller à la sécurité des ouvriers du fond, les délégués doivent être compétents pour surveiller la scrupuleuse observation de l'article 32 ci-dessus qui a pour but d'augmenter la sécurité des ouvriers pendant leur translation.

« Dans les lampisteries de la surface, les délégués doivent s'assurer du bon » entretien des lampes et surtout du soin apporté à leur fermeture. » (Circ. min. du 24 février 1898.)

Quant aux bains-douches, dont l'obligation — sauf dispense conditionnelle — est réglementée par l'arrêté royal du 28 août 1911, leur surveillance par les délégués est de nature à produire d'heureux résultats tant sous le rapport de la discipline du personnel qu'au point de vue du respect des règles de l'hygiène, de la propreté des locaux et parfois même des mœurs.

Il en est de même des installations de vestiaires et lavabos, réglementées par l'arrêté royal du 6 septembre 1912.

Dans le but de sauvegarder l'unité de l'action administrative en empêchant tout conflit de compétence, l'article 1^{er}, 4^e alinéa, place les délégués *sous la direction et la surveillance des ingénieurs du Corps des Mines aux instructions desquels ils auront à se conformer pour l'accomplissement de leur mission.*

Enfin, s'inspirant de la circulaire ministérielle du 24 février 1898, « les délégués ouvriers doivent pouvoir faire les visites qu'ils jugeront nécessaires », et désirant leur laisser toute l'initiative compatible avec les nécessités de leurs fonctions, votre Section centrale a jugé utile de préciser l'article 1^{er} *in fine* qu'en cas

de nécessité ou d'urgence, les délégués pourront agir d'après leur propre initiative, sauf à en référer immédiatement à l'ingénieur des mines.

ART. 2. — La modification introduite dans cet article a pour but de déterminer les circonscriptions en tenant compte du nombre d'ouvriers du fond et des sièges d'exploitation, dans une mesure qui permette au moins trois visites par siège et par mois.

ART. 3. — Le délégué, aux termes de l'article 12 de la loi actuelle, peut exiger un guide pour ses parcours souterrains, mais ne peut refuser d'être accompagné.

Il peut aussi enjoindre à son guide de s'écarter momentanément pour lui permettre de parler avec les ouvriers.

Que la loi autorise le délégué à exiger un guide, cela paraît logique puisque s'il ne connaît pas suffisamment le siège qu'il veut visiter, elle lui permet ainsi de remplir sa mission avec plus de sécurité. Mais s'il connaît les travaux, s'il juge même qu'il y a utilité pour son service à se diriger lui-même, il convient de lui en laisser la liberté et la responsabilité, car c'est la conséquence logique du droit d'agir de sa propre initiative qui lui est conféré par la circulaire ministérielle du 24 février 1898.

ART. 4. — Il interdit aux délégués d'être membres des Conseils de Prud'hommes, des Conseils de l'Industrie et du Travail, des Chambres législatives, des Conseils provinciaux ou communaux.

Tout en reconnaissant l'incompatibilité entre la mission de délégué et les fonctions de membres de certaines assemblées délibérantes, plusieurs membres ont exprimé le désir de ne pas introduire dans la loi l'incompatibilité avec les mandats de conseillers provinciaux ou communaux.

La Section centrale n'a pas admis cette manière de voir et a maintenu intégralement le texte de l'article 14 de la loi de 1897.

ART. 5. — Il fait interdiction aux délégués de faire commerce ainsi qu'à leur femme, enfants ou alliés en ligne directe qui habitent avec eux.

ART. 6. — Leur traitement et leurs frais de route seront fixés par arrêté royal. En outre, ils continueront à jouir des avantages accordés aux ouvriers mineurs par les décisions du Comité National mixte des mines. En ce qui concerne les distributions de charbon, un arrêté royal déterminera les modalités d'attribution.

Les ouvriers mineurs ont actuellement droit à une certaine quantité de charbon gratuit, généralement jugée insuffisante d'ailleurs pour assurer l'entière consommation. Il ne se concevrait pas que ceux d'entre eux qui deviendraient délégués, y perdraient leur droit.

En leur assurant la continuité d'un avantage dont ils jouissent déjà d'ailleurs, votre Section centrale a surtout voulu empêcher toute suspiscion possible à l'égard des délégués, quant à la provenance du charbon domestique nécessaire à leur consommation.

ART. 7. — Il règle la situation des délégués vis-à-vis des caisses communes de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs dans les mêmes termes que l'article 17 de la loi de 1897.

ART. 8. — De même que l'article 18 de la loi actuelle, il prévoit que le Ministre pourra toujours autoriser l'accès des mines à des délégués spéciaux.

ART. 9. — Il détermine le nombre minimum de visites que les délégués doivent effectuer, ce qu'ils doivent en consigner et les autorités auxquelles ils doivent adresser leurs rapports.

La loi de 1897, article 11, prescrit la tenue à chaque siège d'exploitation, d'un registre dans lequel ils doivent consigner à la sortie des travaux : la date de leur visite, l'itinéraire suivi, les faits essentiels observés, etc. Le directeur des travaux peut consigner ses observations dans le même registre en regard de celles du délégué. Ce registre est mis à la disposition de la direction et des ouvriers, seulement ceux-ci n'ont pas le droit d'y consigner leurs observations.

Les ouvriers pourraient voir là un manque de confiance à leur égard qui ne sejustifierait pas.

La Section centrale vous propose de modifier le texte du septième alinéa comme suit : « Le directeur de l'exploitation, *ainsi que les ouvriers*, ont le droit » de consigner leurs observations dans le même registre, en regard de celles du » délégué. »

ART. 10. — L'âge minimum d'éligibilité étant 30 ans, il fixe le maximum à 60 ans parce que le service de l'inspecteur est trop pénible pour qu'en règle générale, au delà de cet âge, un ancien ouvrier mineur jouisse encore des aptitudes physiques indispensables pour remplir convenablement sa mission.

Il énumère aussi les sérieuses garanties d'expérience, de capacité et d'honorabilité que doivent offrir, pour être à hauteur de leur tâche, ceux qui aspirent à être candidats.

ART. 11. — Pour les ouvriers ou surveillants diplômés d'une école industrielle subsidee et inspectée par l'État, l'âge d'éligibilité est réduit de 30 à 25 ans, et l'exercice du métier de 10 à 5 ans, afin de stimuler le plus grand nombre possible de jeunes mineurs surtout, à fréquenter les cours des écoles industrielles.

ART. 12. — Il instaure un examen de capacité que devront subir, devant l'Ingénieur en Chef, Directeur des Mines, ceux qui voudront solliciter un emploi de délégué. Seuls, ceux qui l'auront réussi seront éligibles.

C'est là une sérieuse garantie au point de vue de la capacité des candidats.

ART. 13. — Pour être électeur il faut réunir les conditions d'électorat se rapprochant de celles exigées pour les Conseils de Prud'hommes. L'âge de 21 ans étant requis, il est superflu d'exiger un temps déterminé de l'exercice de la profession parce que, sauf de très rares exceptions, celui qui est mineur à 21 ans est et restera du métier.

ART. 14. — Un arrêté royal déterminera les modalités de la formation des listes électorales.

ART. 15. — Le Ministre compétent est chargé de la convocation des électeurs, pour la première fois dans les trois mois de la mise en vigueur de la loi.

ART. 16. — Il prévoit les sanctions à l'obligation du vote.

ART. 17. — Pour être élu, il faut obtenir la majorité des suffrages valablement exprimés et au moins un quart du nombre des électeurs inscrits.

C'est pour empêcher les nominations grâce aux bulletins blancs.

ART. 18. — Les pénalités prévues par la loi électorale sont applicables aux élections des délégués ouvriers.

ART. 19. — L'organisation des opérations électorales sera réglée par arrêté royal.

ART. 20. — Les délégués sont élus pour quatre ans. Aucune raison spéciale n'a été invoquée pour fixer ce terme.

ART. 21. — Il stipule les sanctions applicables à ceux qui mettraient obstacle à l'exercice de la mission des délégués. Cet article est la reproduction des articles 21 et 22 de la loi de 1897.

ART. 22. — C'est l'article 13 de la loi actuelle. Afin d'assurer la régularité dans le fonctionnement de l'inspection, il donne au Ministre le droit de relever de ses fonctions le délégué rendu impropre à son service pour cause d'infirmité.

Le délégué coupable de manquement grave, condamné pour indignité à l'exclusion définitive du droit électoral ou par infraction aux règlements par la police des mines, pourra être révoqué.

ART. 23. — Pour que l'inspection puisse donner le maximum d'effets utiles, il ne suffit pas d'assurer l'indépendance des délégués, il faut encore que ceux-ci ne donnent aucun motif de suspicion ni aux exploitants ni aux ouvriers. Si le père ou le fils d'un délégué est ou devient chef porion ou conducteur de travaux dans un charbonnage inspecté par celui-ci, le fait est-il toujours connu par l'administration? Mais si celle-ci l'ignore, les exploitants et les ouvriers le savent et l'on devine aisément les suspicions qui peuvent résulter de pareilles éventualités. C'est pour les empêcher que l'article 23 stipule qu'en de telles circonstances, le délégué concerné ne pourra continuer l'exercice de ses fonctions que moyennant une autorisation spéciale du Ministre.

ART. 24. — Actuellement, le délégué relevé de ses fonctions pour cause d'invalidité n'a aucun droit à la pension avant l'âge de 60 ans et est, le plus souvent, dans une situation misérable. S'il a même 60 ans, il n'a que sa pension de mineur alors que pendant de longues années, peut-être, il a rempli avec dévouement une mission particulièrement ingrate. Cette perspective a déjà écarté des services de l'inspection bien des hommes qui, par leur compétence spéciale, auraient pu être des délégués d'élite. Dans le but d'assurer leur indépendance complète et d'encourager les meilleurs éléments à solliciter ces emplois, il faut

non seulement leur assurer une pension à l'âge de 60 ans, mais aussi la leur garantir en cas d'invalidité.

Les taux de ces pensions, prévus à l'article 24, sont extrêmement modérés d'ailleurs, mais il y a lieu d'espérer que cette amélioration suffira à encourager ceux actuellement en fonction et contribuera, dans un avenir rapproché, à faire apprécier par les travailleurs de la mine toute l'importance de la mission des délégués.

La Section centrale, à l'unanimité de ses membres, a approuvé la proposition qui vous est soumise.

Le Rapporteur,
DONNAY.

Le Président,
TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JUNI 1921.

- 1° Wetsvoorstel tot aanstelling van afgevaardigde werklieden bij het mijn-
toezicht ;
 - 2° Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 11 April 1897 betreffende de afge-
vaardigden bij het mijntoezicht (1).
-

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DONNAY.

MIJNE HEEREN,

Onder de eischen der mijnwerkers is er geen, die ouder is en waarop zij met meer recht kunnen aanspraak maken dan de benoeming van afgevaardigde werklieden bij het mijntoezicht. Het eerste wetsvoorstel, hebbende dezen eisch ten doel, werd nochtans slechts op 1 Maart 1895, nadat het meervoudig stemrecht algemeen was gemaakt, bij de Kamer ingediend en onderzocht, eerst door eene Middenafdeeling, daarna door eene Bijzondere Commissie, die beide verslag uitbrachten.

De Regeering gaf hare goedkeuring niet zelfs aan dit gewijzigde voorstel en gaf het voornemen te kennen, aan de Kamer een ontwerp over te maken, dat ter studie lag. Het werd den 30^e Maart 1895 ingediend door den achtbaren heer Nyssens den eersten titularis van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, dat pas was opgericht.

De lange en belangwekkende besprekingen, waartoe het ontwerp aanleiding gaf, gingen hoofdzakelijk over de gepastheid van het toezicht door de werklieden uit te oefenen, over de werking er van en de wijze van benoeming der afgevaardigde werklieden. Wel waren de wetgevers eensgezind om de gepastheid er van te erkennen; zij waren het echter niet meer over de werking en vooral niet over de

(1) Wetsvoorstellen, n° 130 en 186 (zittingsjaar 1919-1920).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer TIBBAUT, bestond uit de heeren ERNEST, LOMBARD, MABILLE, MANSART, MASSON en DONNAY.

wijze van benoeming der afgevaardigden om, ten slotte, uit te komen op de goedkeuring der wet van 11 April 1897.

Met groote moeite uitgewerkt in een tijd dat het land zoo diep geschokt was geworden door eene lange politieke crisis, draagt deze wet, in de oogen van het meerendeel der mijnwerkers, eene oorspronkelijke smet in zich. Met vreugde begroetten zij de inrichting van het toezicht, door de werklieden uitgeoefend, doch in meest al de omschrijvingen werden de toezichters voor verdacht gehouden vooral uit hoofde van de wijze van benoeming, door de wet ingevoerd.

Naar luid van het eerste artikel wordt aan de afdeelingen van de Nijverheids- en Arbeidsraden, die de kolennijverheid vertegenwoordigen, de zorg opgedragen, aan den bevoegden Minister eene lijst met een dubbel getal candidaten voor de betrekkingen van afgevaardigde voor te dragen. Zoodra het ontwerp der Regeering het licht zag, werd deze wijze van voordracht hevig bekampt in de mijnstreken, daar de betrokken werklieden daarin eene uiting van wantrouwen te hunnen opzichte zagen. Tijdens de behandeling van de wet, hadden nochtans de maker van het ontwerp en de achtbare heer Cooreman, verslaggever voor den Senaat, verklaard dat het slechts bij wijze van proefneming was, dat de Regeering voor de voordracht der candidaat-afgevaardigden de tusschenkomst der Nijverheids- en Arbeidsraden wilde inroepen.

Uit de ervaring is gebleken dat deze verklaring de bezorgdheid van hen wie de wet aanbelangt, niet tot bedaren had gebracht; immers, in tal van omschrijvingen van Nijverheids- en Arbeidsraden kon men bevinden, dat de kiesgerechtigde mijnwerkers hoegenaamd geen belang meer stelden in de keuze van hen, die zelf de candidaat-afgevaardigden moesten kiezen. Sedertdien werd bij voortduur de herziening der wet gevraagd door hen, wier gezondheid en veiligheid deze wet moet waarborgen in de uitoefening van hun harden arbeid. Het blijft een der meest behandelde vraagstukken in de beroepsverenigingen en op de Congressen der mijnwerkers, hetgeen wellicht het beste bewijs is van het nut van het toezicht.

Daar sedert 1898 de wet werd ingevoerd, heeft de ervaring van 23 jaren dit gebied voor nieuwen vooruitgang geopend, en de toewijding zoowel als de geest van offervaardigheid, waarvan de mijnwerkers vooral gedurende het tijdperk van heropbouw hebben blijk gegeven, zijn voor den wetgever waarborgen, waarmee hij rekening dient te houden om, in een geest van wel verdiend vertrouwen, na te gaan welke verbeteringen in de bestaande wet nog kunnen gebracht worden.

Ongetwijfeld kan men, over 't algemeen, de heilzame gevolgen van het toezicht, door de werklieden uitgeoefend, niet betwisten. Het heeft in ruime mate bijgedragen: 1° tot de veiligheid der mijnwerkers; 2° tot de gezondheidsvereischen tijdens hun dagelijkschen, harden arbeid; 3° tot het verminderen van het getal en de zwaarwichtigheid der ongevallen; 4° tot een klaarder besef, bij de mijnwerkers, van de bevoegdheid, de toewijding en de waakzaamheid der mijningenieurs.

Blijkt echter uit deze zoo heilzame gevolgen dat het werk van den wetgever van 1897 niet voor verbetering vatbaar is?

Geenszins, en zulks getuigt genoegzaam het schier gelijktijdig indienen van twee wetsvoorstellen tot wijziging van de bestaande wetgeving: het eene gaat

uit van de heeren de Liedekerke e. s.; het andere van de heeren Falony e. s. Beide voorstellen hebben ten doel, verbetering te brengen : 1° in de wijze van benoeming der afgevaardigden; 2° in de wijzen van dezer werking ten einde meer nauwgezetheid te bekomen in de toepassing van onderscheidene besluiten, na 1897 genomen, en de verdienstvolle hulpkrachten der mijningenieurs — dat zijn de afgevaardigde werklieden — tegen de invaliditeit en den ouderdom te verzekeren.

Uitgaande van de voorstellen, welke ons tot onderzoek werden overgemaakt, en in overleg met de Regeering, legt de Middenafdeeling u een ontwerp voor, dat steunt op de wet van 1897 en op het voorstel Falony e. s.

Onderzoek der artikelen.

EERSTE ARTIKEL. — Hier wordt bepaald de zending der afgevaardigde werklieden, die eerst en vooral bestaat in het toezicht op de ondergrondse werken met het oog op de gezondheid en de veiligheid der werklieden.

In n° 1° wordt hunne bevoegdheid uitgestrekt *tot de bovengrondsche inrichtingen, die rechtstreeks tot de mijnontginning behooren.*

Deze inrichtingen zijn : het ophaalwerktuig, de lampenkamer, de stortbaden of de kleedkamer en lavabo's.

Om deze wijziging te billijken, volstaat het te herinneren aan den ministerieelen omzendbrief van 24 Februari 1898, alsmede aan sommige Koninklijke besluiten, gedagteekend na de wet van 1897. Wat het toezicht op het ophaalwerktuig betreft, luidt het Koninklijk besluit van 10 December 1910, artikel 32, als volgt : « Tijdens het vervoer van het personeel moet een helper, die het werktuig kan in gang of stil zetten wanneer de machinist schielijk ongesteld wordt, zich in 't bereik van den hefboom bevinden. »

Belast met het toezicht op de veiligheid der ondergrondse werklieden, moeten de afgevaardigden bevoegd zijn om het oog te houden op de nauwkeurige naleving van bovengemeld artikel 32, dat ten doel heeft, de veiligheid der werklieden tijdens hun vervoer te verhoogen.

« In de lampenkamers van den bovengrond moeten de afgevaardigden zich vergewissen van het goed onderhouden der lampen en vooral van de zorg, aan het sluiten er van besteed. » (Min. Omzendbrief van 24 Februari 1918).

Op de stortbaden, waarvan de verplichting — behoudens voorwaardelijke ontslaging — geregeld wordt door het Koninklijk besluit van 28 Augustus 1911, is het toezicht der afgevaardigden geschikt om heilzame gevolgen te hebben zoo ten opzichte van de tucht van het personeel als ten opzichte van het naleven van de voorschriften der hygiëne, van het zuiver houden der lokalen en soms zelfs van de zeden.

Hetzelfde geldt voor de inrichting der kleedkamers en der lavabo's, welke geregeld wordt door het Koninklijk besluit van 6 September 1912.

Ten einde de eenheid in de bestuurswerking te handhaven door het verhinderen van elk geschil wegens bevoegdheid, worden door artikel 1, lid 4, de afgevaardigden *onder de leiding en het toezicht gesteld van de ingenieurs van het Mijnkorps, wier onderrichtingen zij tot het vervullen hunner opdracht moeten naleven.*

Ten slotte, met den ministericelen omzendbrief van 24 Februari 1898 aan de hand. « moeten de afgevaardigde werklieden de bezoeken kunnen doen, welke zij noodig achten »; en vermits uwe Middenafdeeling verlangt hurr al den ondernemingsgeest over te laten, welke vereenigbaar is met de vereischten van hun ambt, heeft zij het nuttig geoordeeld, het slot van artikel 1 nader te omschrijven als volgt: « *Is het noodzakelijk of spoedvereischend, dan kunnen de afgevaardigden handelen op eigen hand, mits zij dadelijk verslag daarvan doen aan den Mijn-ingenieur* ».

ART. 2. — De wijziging in dit artikel heeft ten doel, de omschrijvingen te bepalen, met inachtneming van het getal ondergrondsche arbeiders en het getal bedrijfszetels, in zulke verhouding dat ten minste drie bezoeken per zetel en per maand kunnen gedaan worden.

ART. 3. — Luidens artikel 12 der tegenwoordige wet mag de afgevaardigde een gids eischen voor zijne ondergrondsche bezoeken, maar hij mag niet weigeren vergezeld te zijn.

Hij mag aan zijn gids opleggen, zich even te verwijderen, wanneer hij met de werklieden wil spreken.

Het komt nog al logisch voor, dat de wet den afgevaardigde toelaat een gids te vragen, daar hij aldus, wanneer hij de mijn, die hij wil bezoeken, niet voldoende kent, zich op meer veilige wijze van zijne taak kan kwijten. Maar indien hij de werken kent, indien hij zelf oordeelt dat het voor zijn dienst nuttig kan zijn er alleen op af te gaan, moet men hem die vrijheid en de verantwoordelijkheid daarvan laten, want dit is het logisch gevolg van zijn recht op eigen hand te handelen, recht dat hem werd toegekend door den Ministerieelen Omzendbrief van 24 Februari 1898.

ART. 4. — Dit artikel verbiedt aan de afgevaardigden, lid te zijn van de Werkrechtseraden, de Nijverheids- en Arbeidsraden, de Wetgevende Kamers, de Provinciale Raden en Gemeenteraden.

Verscheiden leden, al erkenden zij wel de onvereinbaarheid van de taak van afgevaardigde met het lidmaatschap van sommige beraadslagende lichamen, drukten den wensch uit, niet in de wet neer te leggen de onvereinbaarheid met het lidmaatschap van de provinciale raden of gemeenteraden.

De Middenafdeeling verwierp deze zienswijze en heeft den tekst van artikel 14 der wet van 1897 onveranderd behouden.

ART. 5. — Dit verbiedt aan de afgevaardigden, evenals aan hunne vrouw, hunne kinderen en aanverwanten in de rechte linie, die bij hen inwonen, handel te drijven.

ART. 6. — Hunne wedde en reiskosten worden bepaald bij Koninklijk besluit. Bovendien blijven hun de voordeelen toegekend, die worden verleend aan de mijnwerkers door de beslissingen van het Gemengd Nationaal Mijncomiteit.

De kolenderdeeling zal bij Koninklijk besluit worden geregeld.

De mijnwerkers hebben thans recht op eene zekere hoeveelheid kolen, die gewoonlijk onvoldoende is voor hunne behoeften. Het is niet aan te nemen dat degene onder hen, die afgevaardigd worden, hun recht daarop verliezen. Door hun dit voorrecht voort toe te kennen, heeft de Middenafdeeling willen beletten dat eenige verdenking oprijze ten aanzien van de afgevaardigden, wat betreft de herkomst van de huiskolen die zij voor hun verbruik noodig hebben.

ART. 7. — Het regelt den toestand van de afgevaardigden ten aanzien van de gemeenschappelijke voorzorgskassen ten bate van de mijnwerkers, naar luid van artikel 7 der wet van 1897.

ART. 8. — Evenals artikel 78 der tegenwoordige wet, bepaalt het dat de Minister den toegang tot de mijnen steeds kan verleen en aan bijzondere afgevaardigden.

ART. 9. — Het bepaalt het minimum-getal bezoeken die de afgevaardigden moeten afleggen, wat zij moeten vermelden, en de overheden waaraan zij hunne verslagen moeten zenden.

De wet van 1897, artikel 11, schrijft voor het houden van een register, in elken bedrijfszetel, waarin zij bij het verlaten der werken moeten vermelden : den datum van hun bezoek, den gevolgden weg, de bijzonderste bevindingen, enz. De bestuurder van de werken mag zijne opmerkingen in hetzelfde register neerschrijven naast deze van den afgevaardigde. Dit register ligt ter beschikking van het bestuur en van de werklieden; deze laatsten hebben evenwel niet het recht hunne opmerkingen daarin neer te schrijven.

De werklieden zouden daarin een niet te billijken gebrek van vertrouwen, te hunnen opzichte kunnen zien.

De Middenafdeeling stelt u voor, den tekst van het zevende lid te wijzigen als volgt :

« De bestuurder van het bedrijf, alsmede de werklieden zijn gerechtigd om hunne aanmerkingen in hetzelfde register te vermelden tegenover die van den afgevaardigde. »

ART. 10. — De minimum-leeftijd van verkiesbaarheid is 30 jaar; artikel 10 stelt het maximum op 60 jaar, daar de inspectiedienst al te zwaar is om te eischen dat een oud-werkman, boven die jaren, nog de onmisbare lichamelijke kracht bezit om zijn taak naar behooren te vervullen.

Het geeft ook de opsomming der ernstige waarborgen van ondervinding, bekwaamheid en achtbaarheid, waarvan degenen, die naar de plaats dingen, moeten blijken te geven.

ART. 11. — Voor de werklieden of bewakers, houders van een diploma van eene gesubsidieerde nijverheidsschool die onder Staatstoezicht staat, wordt de leeftijd van verkiesbaarheid gebracht van 30 op 25 jaar, en de uitoefening van het vak van 10 op 5 jaar, om zooveel mogelijk jonge mijnwerkers aan te zetten, de lessen der nijverheidsscholen bij te wonen.

ART. 12. — Krachtens dit artikel wordt een bekwaamheidsexamen ingesteld, dat al degenen, die naar een plaats van afgevaardigde dingen, moeten afleggen voor den Hoofdingenieur, Bestuurder der Mijnen. Alleen dezen, die slagen, zijn verkiesbaar.

Dit is een zeer ernstige waarborg voor de bekwaamheid der kandidaten.

ART. 13. — Om kiezer te zijn, wordt nagenoeg hetzelfde vereischt als voor het kiesrecht voor de Werkrechersraden. Vermits de leeftijd van 21 jaar geveegd wordt, is het onnoodig een bepaalden tijd van uitoefening van het vak te eischen, behalve bij zeer uitzonderlijke gevallen; iemand, die mijnwerker is op 21 jaar, is en blijft mijnwerker,

ART. 14. — Een Koninklijk besluit bepaalt de wijzen van het opmaken der kiezerslijsten.

ART. 15. — De bevoegde Minister is belast met het oproepen der kiezers, voor de eerste maal binnen drie maanden na het van kracht worden der wet.

ART. 16. — Het voorziet de strafbepalingen voor de verplichte stemming.

ART. 17. — Om gekozen te worden, moet men de meerderheid der geldig uitgebrachte stemmen en ten minste een vierde van het getal ingeschreven kiezers bekomen.

Dit om de benoemingen, ten gevolge van niet ingevulde stembrieven, te beletten.

ART. 18. — De straffen, voorzien in de kieswet, zijn toepasselijk op de verkiezingen der afgevaardigden-werklieden.

ART. 19. — Een Koninklijk besluit regelt de kiesverrichtingen.

ART. 20. — De afgevaardigden worden gekozen voor vier jaar. Geene enkele bijzondere reden werd aangevoerd om dien termijn te bepalen.

ART. 21. — Het bepaalt de straffen toepasselijk op degenen die de afgevaardigden zouden beletten hunne taak uit te oefenen, Dit artikel is de herhaling van de artikelen 21 en 22 der wet van 1897.

ART. 22. — Dit is artikel 13 van de tegenwoordige wet. Om den geregelden gang van het toezicht te verzekeren, geeft het aan den Minister het recht, den afgevaardigde, die wegens lichaamsgebreken voor zijn dienst onbekwaam is geworden, uit zijn ambt te ontsetten.

De afgevaardigde, die zich aan zwaar verzuim heeft schuldig gemaakt, die door de mijnpolitie wegens onwaardigheid veroordeeld werd tot definitieve ontheffing van zijn kiesrecht of wegens inbreuk op de reglementen, kan afgezet worden.

ART. 23. — Om van het toezicht den hoogsten uitslag te verkrijgen, is het niet voldoende de onafhankelijkheid van de afgevaardigden te verzekeren; dezen moeten elke reden tot verdenking vermijden van de zijde der werkgevers of der

werklieden. Is het altijd door het Bestuur geweten wanneer de vader of de zoon van een afgevaardigde ploegbaas of leider der werken wordt in een kolenmijn, door dezen geïnspecteerd? Maar weet de Administratie het niet, zoo is het wel bekend aan de werkgevers en de werklieden, en men kan al licht raden wat al verdenking uit zulke toestanden kan voortspruiten. Om dit te beletten, bepaalt artikel 23 dat de betrokken afgevaardigde in dergelijke gevallen slechts zijn ambt mag blijven waarnemen mits een bijzondere toelating van den Minister.

ART. 24 — Thans heeft de afgevaardigde, die uit zijn ambt werd onzet wegens invaliditeit, niet het minste recht op pensioen vóór den leeftijd van 60 jaar, en bevindt zich meestendeels in een ellendigen toestand. Zelfs wanneer hij 60 jaar oud is, heeft hij enkel zijn mijnwerkerspensioen, dan wanneer hij misschien gedurende lange jaren met veel toewijding eene zeer ondankbare taak heeft volbracht.

Dit vooruitzicht heeft reeds van den toezichtsdienst vele mannen afgehouden, die, wegens hunne bijzondere bevoegdheid, uitstekende afgevaardigden hadden kunnen zijn. Om hun eene volledige onafhankelijkheid te verzekeren en de flinkste mannen aan te zetten die plaatsen aan te vragen, moet men hun niet alleen een pensioen verzekeren op 60 jaar, maar hun dit ook toezeggen voor de gevallen van invaliditeit.

Het bedrag van dit pensioen, voorzien bij artikel 24, is, ten andere, zeer bescheiden, maar wij durven hopen dat deze verbetering reeds eene aanmoediging zal zijn voor de thans in dienst zijnde afgevaardigden, en dat zij mijnarbeiders het belang van de taak der afgevaardigden weldra zal doen waardeeren.

Met eenparige stemmen heeft de Middenafdeeling het voorstel, dat u is onderworpen, goedgekeurd.

De Verslaggever,
DONNAY.

De Voorzitter,
TIBBAUT.

ANNEXE AU N° 399.

Proposition de loi instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE

**Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant
des délégués ouvriers à l'inspection des mines.**

BIJLAGE VAN N° 399.

**Voorstel van wet tot aanstelling van afgevaardigde werklieden
bij het mijntoezicht.**

TEKST VOORGESTELD DOOR DE MIDDENAFDEELING

**Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling der wet van 11 April 1897, waarbij
afgevaardigde werklieden bij het mijntoezicht worden aangesteld.**

Proposition de loi instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines.

ARTICLE PREMIER.

Des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs sont institués, conformément aux dispositions de la présente loi, pour visiter les travaux des mines et notamment :

1° D'examiner, au point de vue de la salubrité et de la sécurité des ouvriers, les travaux du fond et de la surface;

2° De concourir à la constatation des accidents et à la recherche des causes qui les ont occasionnés;

3° De signaler, le cas échéant, les infractions aux lois et arrêtés sur le travail, à l'exécution desquels les ingénieurs des mines sont chargés de veiller.

Dans cette mission, il se conformeront aux instructions que, le cas échéant, leur donneraient les ingénieurs des mines.

Voorstel van wet tot aanstelling van afgevaardigde werklieden bij het mijntoezicht.

EERSTE ARTIKEL.

Afgevaardigden voor de veiligheid der mijnwerkers worden, overeenkomstig de bepalingen dezer wet, aangesteld om de mijnwerken na te zien, inzonderheid om :

1° de ondergrondsche en de bovengrondsche werken te onderzoeken met het oog op de gezondheid en de veiligheid der werklieden;

2° mede te werken tot het vaststellen van de ongevallen en tot het opsporen van de oorzaken dier ongevallen;

3° de overtredingen der wetten en besluiten op den arbeid, welke de mijn-ingenieurs moeten doen naleven, bij voorkomend geval te doen kennen.

Bij het vervullen dezer opdracht moeten zij zich gedragen aan de onder-richtingen, welke de mijn-ingenieurs hun, bij voorkomend geval mochten geven.

TEXTES PROPOSÉS
PAR LA SECTION CENTRALE

Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines.

ARTICLE PREMIER.

Des délégués ouvriers à l'Inspection des Mines sont institués conformément aux dispositions de la présente loi. *Ils ont pour mission :*

1° D'examiner au point de vue salubrité et de la sécurité des ouvriers, les travaux du fond ainsi que les installations de la surface qui se rapportent directement à l'exploitation de la mine;

2° De concourir à la constatation des accidents et à la recherche des causes qui les ont occasionnés;

3° De signaler, le cas échéant, à l'Administration des Mines les infractions aux lois et arrêtés sur le travail, à l'exécution desquels les ingénieurs des mines sont chargés de veiller. *Ils seront placés sous la direction et la surveillance des ingénieurs du corps des mines aux instructions desquels ils auront à se conformer pour l'accomplissement de leur mission.*

En cas de nécessité ou d'urgence, les délégués pourront agir d'après leur propre initiative, sauf à en référer immédiatement à l'ingénieur des Mines.

TEKSTEN VOORGESTELD
DOOR DE MIDDENAFDEELING

Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling der wet van 11 April 1897, waarbij afgevaardigde werklieden bij het mijntoezicht worden aangesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Afgevaardigde werklieden bij het Mijntoezicht worden overeenkomstig de bepalingen dezer wet aangesteld. Zij zijn gelast :

1° De ondergrondsche werken, alsmede de bovengrondsche inrichtingen, die rechtstreeks tot de mijnontginning behooren, te onderzoeken met het oog op de gezondheid en de veiligheid der werklieden;

2° Mede te werken tot het vaststellen van de ongevallen en tot het opsporen van de oorzaken dier ongevallen;

3° de overtredingen der wetten en besluiten op den arbeid, welke de mijn-ingenieurs moeten doen naleven, bij voorkomend geval te doen kennen aan het Mijnbestuur. *Zij staan onder de leiding en het toezicht der ingenieurs van het mijnkorps, wier onderrichtingen zij tot het vervullen hunner opdracht moeten naleven.*

Is het noodzakelijk, of spoedeischend, dan kunnen de afgevaardigden handelen op eigen hand, mits zij dadelijk verslag daarvan doen aan den Mijningenieur.

Proposition de loi.

ART. 2.

Le nombre, l'étendue et les limites des circonscriptions dans lesquelles les délégués à l'inspection des mines exercent leurs fonctions, sont déterminés par arrêté royal.

Les circonscriptions comporteront un minimum de mille, avec un maximum de *trois mille ouvriers et six puits au plus*.

ART. 3.

Les délégués à l'inspection des mines peuvent, sans toutefois les déplacer et sans en enlever copie, prendre connaissance des plans des couches en exploitation et des listes des ouvriers.

Ils sont tenus de se conformer aux mesures prescrites par les règlements pour assurer l'ordre et la sécurité dans les travaux.

ART. 4.

Les délégués à l'inspection des mines ne peuvent être membres ni des Conseils de prud'hommes, ni des Conseils de l'Industrie et du Travail.

ART. 5.

Les délégués à l'inspection des mines ne peuvent faire le commerce. Cet interdiction s'étend à leur femme et à leurs enfants et alliés en ligne directe qui habitent avec eux.

Voorstel van wet.

ART. 2.

Het getal, het gebied en de grenzen der omschrijvingen, binnen welke de afgevaardigden bij het mijntoezicht hun ambt uitoefenen, worden bij Koninklijk besluit bepaald.

Tot elke omschrijving moeten behoren ten minste duizend en ten hoogste drie duizend werklieden, *alsmede ten hoogste zes schachten*.

ART. 3.

De afgevaardigden bij het mijntoezicht mogen kennis nemen van de plans der ontgonnen lagen en van de lijsten der werklieden; zij mogen ze echter niet elders overbrengen noch daarvan afschrift medenemen.

Zij zijn verplicht de maatregelen na te leven, welke door de reglementen zijn voorgeschreven om de orde en de veiligheid in de werken te verzekeren.

ART. 4.

De afgevaardigden bij het mijntoezicht mogen lid zijn noch van de Werkrechtersraden, noch van de Nijverheids- en Arbeidsraden.

ART. 5.

De afgevaardigden bij het mijntoezicht mogen geen handel drijven. Dit verbod geldt voor hunne vrouw en voor hunne kinderen en aanverwanten in de rechte linie, die bij hen inwonen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 2.

Le nombre, l'étendue et les limites des circonscriptions dans lesquelles les délégués à l'inspection des mines exercent leurs fonctions, sont déterminés par arrêté royal.

Les circonscriptions comporteront un minimum de mille, avec un maximum de trois mille ouvriers et six *sièges* au plus.

ART. 3.

Les délégués à l'inspection des mines peuvent, sans toutefois les déplacer et sans en lever copie, prendre connaissance des plans des couches en exploitation et les listes des ouvriers.

Ils peuvent exiger un guide pour leurs parcours souterrains.

Ils sont tenus de se conformer aux mesures prescrites par les règlements pour assurer l'ordre et la sécurité dans les travaux.

ART. 4.

Les délégués à l'inspection des mines ne peuvent être membres ni des Conseils de prud'hommes, ni des Conseils de l'Industrie et du Travail, *ni des Chambres législatives, ni des Conseils provinciaux ou communaux.*

ART. 5.

Les délégués à l'inspection des mines ne peuvent faire le commerce. Cette interdiction s'étend à leur femme et à leurs enfants et alliés en ligne directe qui habitent avec eux.

ART. 2.

Het getal, het gebied en de grenzen der omschrijvingen, binnen welke de afgevaardigden bij het mijntoezicht hun ambt uitoefenen, worden bij Koninklijk besluit bepaald.

Tot elke omschrijving moeten behoreen ten minste duizend en ten hoogste drie duizend werklieden, alsmede ten hoogste zes *bedrijfszetels*.

ART. 3.

De afgevaardigden bij het mijntoezicht mogen kennis nemen van de plannen der ontgonnen lagen en van de lijsten der werklieden; zij mogen ze echter niet elders overbrengen noch daarvan afschrijft medenemen.

Zij kunnen een leidsman eischen voor hunne bezoeken in de ondergrondse werken.

Zij zijn verplicht de maatregelen na te leven, welke door de reglementen zijn voorgeschreven om de orde en de veiligheid in de werken te verzekeren.

ART. 4.

De afgevaardigden bij het mijntoezicht mogen lid zijn noch van de Werkrechtsheren, noch van de Nijverheids- en Arbeidsraden, *noch van de Wetgevende Kamers, noch van de Provinciale Raden of Gemeenteraden.*

ART. 5.

De afgevaardigden bij het mijntoezicht mogen geen handel drijven. Dit verbod geldt voor hunne vrouw en voor hunne kinderen en aanverwanten in de rechte linie, die bij hen inwonen.

Proposition de loi.

Voorstel van wet.

ART. 6.

Il est alloué aux délégués à l'inspection des mines, à charge de l'État, la rémunération suivante :

Minimum : 6,000 francs par année ;

Maximum : 8,400 francs.

Se maximum sdra atteint en quinze années par des augmentations de 160 francs annuellement.

ART. 7.

Les délégués à l'inspection des mines continueront à jouir des avantages accordés par les caisses communes et de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs auxquelles se trouvaient affiliées les exploitations où ils étaient occupés en dernier lieu.

Les retenues réglementaires seront, le cas échéant, opérées sur leurs indemnités et versées par les soins de l'État, aux caisses dont il s'agit.

ART. 8.

Le Ministre pourra toujours autoriser l'accès des mines à des délégués spéciaux chargés de l'étude de questions concernant la sécurité ou la salubrité.

ART. 9.

Chaque délégué fait au moins dix-huit visites par mois dans les travaux souterrains de la circonscription.

ART. 6.

Aan de afgevaardigden bij het mijn-toezicht wordt, ten laste van den Staat, de volgende bezoldiging uitkeerd :

Minimum : 6,000 frank per jaar ;

Maximum : 8,400 frank.

Het maximum wordt binnen een tijd van vijftien jaren bereikt door jaarlijkse verhoogen van 160 frank.

ART. 7.

De afgevaardigden bij het mijn-toezicht behouden aanspraak op de voordeelen verleend door de gemeene voorzorgskassen ten bate van de mijnwerkers, bij welke de ondernemingen, waar zij laatst arbeidden, aangesloten waren.

De bij het reglement bepaalde bijdragen worden, bij voorkomend geval, afgehouden van hunne bezoldiging en, door toedoen van den Staat, in bedoelde kassen gestort.

ART. 8.

De Minister kan den toegang tot de mijnen steeds verleen en aan bijzondere afgevaardigden, belast met het bestudeeren van vraagstukken, die de veiligheid of de gezondheid betreffen.

ART. 9.

Elke afgevaardigde legt minstens achttien bezoeken per maand af in de ondergrondse werken zijner omschrijving.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 6.

Il est alloué à charge de l'État, aux délégués ouvriers à l'inspection des mines, *une indemnité annuelle et des frais de route à fixer par arrêté royal.*

En outre, ils continueront à jouir des avantages accordés aux ouvriers mineurs par le Comité national mixte des mines. En ce qui concerne les distributions de charbon, un arrêté royal déterminera les modalités d'attribution.

ART. 7.

Les délégués à l'inspection des mines continueront à jouir des avantages accordés par les caisses communes de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs auxquelles se trouvaient affiliées les exploitations où ils étaient occupés en dernier lieu.

Les retenues réglementaires seront, le cas échéant, opérées sur leurs indemnités et versées par les soins de l'État, aux caisses dont il s'agit.

ART. 8.

Le Ministre pourra toujours autoriser l'accès des mines à des délégués spéciaux chargés de l'étude de questions concernant la sécurité ou la salubrité.

ART. 9.

Chaque délégué fait au moins dix-huit visites par mois dans les travaux souterrains de sa circonscription.

ART. 6.

Eene jaarlijksche vergoeding en reiskosten, bij Koninklijk besluit te bepalen, worden, ten laste van den Staat, aan de afgevaardigden bij het mijntoezicht uitbetaald.

De voordeelen, aan de mijnwerkers toegestaan door het gemengd Nationaal Mijncomité, blijven hun bovendien toegerekend. Een Koninklijk besluit regelt de wijzen, waarop zij hun aandeel in de uitdeelingen van kolen zullen verkrijgen.

ART. 7.

De afgevaardigden bij het mijntoezicht behouden aanspraak op de voordeelen verleend door de gemeenschappelijke voorzorgskassen ten bate van de mijnwerkers, waarbij de ondernemingen, waar zij laatstelijk arbeidden, aangesloten waren.

De bij het reglement bepaalde bijdragen worden, bij voorkomend geval, afgehouden van hunne vergoedingen en, door toedoen van den Staat, in bedoelde kassen gestort.

ART. 8.

De Minister kan den toegang tot de mijnen steeds verleen en aan bijzondere afgevaardigden, belast met het bestudeeren van vraagstukken, die de veiligheid of de gezondheid betreffen.

ART. 9.

Elke afgevaardigde bezoekt minstens achttienmaal per maand de ondergrondse werken zijner omschrijving.

Proposition de loi.

A sa sortie des travaux, il consigne dans un registre spécial fourni par l'Administration des mines et tenu, au siège d'exploitation, à la disposition de la direction et des ouvriers :

- 1° La date de la visite;
- 2° Les heures auxquelles la visite a commencé et fini;
- 3° L'itinéraire suivi;
- 4° Les faits essentiels observés.

Le directeur de l'exploitation ainsi que les ouvriers ont le droit de consigner leurs observations dans le même registre, en regard de celles du délégué.

Le délégué adresse, sans retard, copie des observations insérées au registre à l'ingénieur qui lui a été désigné à cette fin.

De l'éligibilité.**ART. 10.**

Pour être éligible à un emploi de délégué à l'inspection des mines, il faut :

- 1° Être Belge et jouir de ses droits politiques;
- 2° Être âgé de 30 ans accomplis;

3° Avoir travaillé pendant dix ans au moins dans les travaux souterrains des mines, dont cinq années au moins à titre d'ouvrier ou de surveillant, soit dans la circonscription, soit dans la circonscription limitrophe, une ou plusieurs des branches du travail souter-

Voorstel van wet.

Wanneer hij de werken verlaat, vermeldt hij in een bijzonder register, door het Beheer der mijnen verschaft en, ten zetel van het bedrijf, ter beschikking van het bestuur en van de werklieden gesteld :

- 1° Den datum van het bezoek;
- 2° De uren, waarop het bezoek begon en eindigde;
- 3° Den gevolgden weg;
- 4° De bijzonderste vastgestelde feiten.

De bestuurder van het bedrijf, alsmede de werklieden zijn gerechtigd om hunne aanmerkingen in hetzelfde register te vermelden tegenover die van den afgevaardigde.

De afgevaardigde zendt onverwijld een afschrift der in het register vermelde aanmerkingen aan den hem daartoe aangewezen ingenieur.

Verkiezbaarheid.**ART. 10.**

Om verkiesbaar te zijn tot eene betrekking van afgevaardigde bij het mijn-toezicht, moet men :

- 1° Belg zijn en het genot van zijne politieke rechten hebben;
- 2° Ten volle dertig jaar oud zijn;

3° Hetzij in de omschrijving, hetzij in de aangrenzende omschrijving, gedurende ten minste tien jaar, waarvan ten minste vijf jaar als werkmán of als opzichter, in de ondergrondse mijnwerken hebben gearbeid in een of meer vakken van den ondergrondschen mijn-

Texte proposé par la Section centrale.

A sa sortie des travaux, il consigne dans un registre spécial fourni par l'administration des mines et tenu, au siège d'exploitation, à la disposition de la direction et des ouvriers :

- 1° La date de la visite;
- 2° Les heures auxquelles la visite a commencé et fini;
- 3° L'itinéraire suivi;
- 4° Les faits essentiels observés.

Le directeur de l'exploitation, ainsi que les ouvriers, ont le droit de consigner leurs observations dans le même registre, en regard de celles du délégué.

Le délégué adresse, sans retard, copie des observations insérées au registre à l'ingénieur qui lui a été désigné à cette fin.

De l'éligibilité.

ART. 10.

Pour être éligible *aux fonctions de délégué à l'inspection des mines et en continuer l'exercice*, il faut :

- 1° Etre Belge ;
- 2° Etre âgé de trente ans accomplis *et de moins de soixante ans* ;
- 3° Avoir travaillé *pendant plus de dix ans dont cinq années au moins à titre d'ouvrier ou de surveillant, soit dans la circonscription, soit dans une circonscription limitrophe, dans une ou plusieurs des branches du travail souterrain de la mine qui exigent un apprentissage* ;

Texte voorgesteld door de Middelenafdeeling.

Wanneer hij de werken verlaat, vermeldt hij in een bijzonder register, door het Beheer der mijnen verschaft en, ten zetel van het bedrijf, ter beschikking van het bestuur en van de werklieden gesteld :

- 1° Den datum van het bezoek ;
- 2° De uren, waarop het bezoek begon en eindigde ;
- 3° Den gevolgden weg ;
- 4° De bijzonderste vastgestelde feiten.

De bestuurder van het bedrijf, alsmede de werklieden zijn gerechtigd om hunne aanmerkingen in hetzelfde register te vermelden tegenover die van den afgevaardigde.

De afgevaardigde zendt onverwijld een afschrift der in het register vermelde aanmerkingen aan den hem daartoe aangewezen ingenieur.

Verkiezbaarheid.

ART. 10.

Om verkiesbaar te zijn tot *het ambt van afgevaardigde bij het mijntoezicht en de uitoefening daarvan voort te zetten* moet men :

- 1° Belg zijn ;
- 2° Ten volle dertig jaar *en minder dan zestig jaar* oud zijn ;
- 3° Hetzij in de omschrijving, hetzij in *eene aangrenzende omschrijving, gedurende meer dan tien jaar, waarvan ten minste vijf jaar als werkman of als opzichter, hebben gearbeid in een of meer vakken van den ondergrondschen mijnarbeid, waarvoor eene opleiding is vereischt* ;

Proposition de loi.

Voorstel van wet.

rain de la mine qui exigent un apprentissage;

4° Savoir lire et écrire et connaître les quatre règles de l'arithmétique;

5° Ne se trouver dans aucun des cas d'indignité prévus aux articles 8 et 44 de la loi organique des conseils de prud'hommes;

6° N'avoir depuis deux ans encouru aucune condamnation pour infraction aux règlements de la police des mines.

L'âge d'éligibilité sera réduit à 25 ans et la durée du métier réduite à cinq ans dont trois années passées comme ouvriers qualifiés à l'exclusion de tout travail de manœuvre ou d'auxiliaire, pour les ouvriers ou surveillants, porteur d'un diplôme de mine délivré par une école industrielle, agréée par une commune, la province ou l'État.

arbeid, waarvoor eene opleiding is vereischt;

4° Kunnen lezen en schrijven en de vier hoofdbewerkingen der rekenkunde kennen;

5° Zich niet bevinden in een der gevallen van onwaardigheid, voorzien bij de artikelen 8 en 44 der wet tot inrichting der Werkrechtscraden;

6° Sedert twee jaar geen straf hebben ondergaan wegens overtreding der reglementen op de politie der mijnen.

Voor de werklieden of opzichters, houders van een mijndiploma afgeleverd door eene nijverheidsschool, welke door gemeente, provincie of Staat is aangenomen, wordt de ouderdom tot verkiesbaarheid verminderd tot 25 jaar en de duur van het bedrijf tot vijf jaar, waarvan drie jaar als vakarbeiders, met uitsluiting van elk werk als arbeider of helper.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

4° Savoir lire et écrire et connaître les quatre règles de l'arithmétique ;

5° Posséder les notions élémentaires relativement à la lecture des plans d'une exploitation dans une même allure de couche en plateau et en dressant ;

6° Ne se trouver dans aucun des cas d'indignité prévus aux articles 15 et 19 de la loi organique des conseils de prud'hommes ;

7° N'avoir depuis deux ans encouru aucune condamnation pour infraction aux règlements de la police des mines.

4° Kunnen lezen en schrijven en de vier hoofdbewerkingen der rekenkunde kennen ;

5° De eerste beginselen kennen tot het begrijpen der plans van de ontginning eener laag in hare horizontale en loodrechte uitgestrektheid ;

6° Zich niet bevinden in een der gevallen van onwaardigheid, voorzien bij de artikelen 15 en 19 der wet tot inrichting der Werkrechtersraden ;

7° Sedert twee jaar geen straf hebben ondergaan wegens overtreding der reglementen op de politie der mijnen.

ART. 11.

Pour les ouvriers ou surveillants, porteurs d'un diplôme de capacité délivré par l'une des écoles industrielles subsidiées et inspectées par l'État dont le programme d'études comporte un cours d'exploitation des mines ou par les écoles agréées à cette fin, dans les conditions à déterminer par arrêté royal, l'âge d'éligibilité sera réduit à 25 ans et la durée du métier réduite à cinq ans, dont trois années passées comme ouvriers qualifiés à l'exclusion de tout travail de manœuvre ou d'auxiliaire.

ART. 11.

Voor de werklieden of opzichters, houders van een bekwaamheidsdiploma afgeleverd door eene der door den Staat gesubsidicerde en onder dezes toezicht staande nijverheidsscholen, waarvan het programma een leergang van mijnontginning omvat, of door de scholen daartoe aangenomen, onder bij Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden, wordt de ouderdom tot verkiesbaarheid verminderd tot 25 jaar en de duur van het bedrijf tot vijf jaar, waarvan drie jaar als vakarbeiders, met uitsluiting van elk werk als arbeider of helper.

Proposition de loi.

Voorstel van wet

De l'électorat.

ART. 11.

Sont électeurs dans une circonscription, les ouvriers qui y travaillent au fond, à la condition :

1° D'être Belge et de jouir de ses droits politiques;

2° D'être inscrit sur la feuille de la dernière paye effectuée pour la circonscription avant l'arrêté de convocation des électeurs.

Kiesrecht.

ART. 11.

Zijn kiezers in eene omschrijving de werklieden die er in de ondergrondsche werken arbeiden, mits :

1° Zij Belg zijn en het genot hunner politieke rechten hebben;

2° Zij ingeschreven zijn op den staat der laatste betaling, in de omschrijving gedaan vóór het besluit tot oproeping der kiezers.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 12.

Un mois au moins avant l'élection, les personnes qui comptent solliciter un emploi de délégué notifieront cette intention à l'ingénieur en chef directeur des Mines de l'arrondissement dont dépend la circonscription.

Sur convocation de ce dernier, ils se présenteront munis des pièces établissant la réunion des conditions fixées aux 1°, 2°, 3°, 6° et 7° de l'article 10 de la présente loi, à l'effet de subir un examen de capacité.

L'ingénieur en chef directeur des Mines délivre à chacun des candidats ayant satisfait à l'examen une attestation établissant son aptitude à remplir l'emploi qu'il postule.

Les candidats non porteurs de cette attestation ne seront pas éligibles.

De L'électorat.

ART. 13.

Sont électeurs dans une circonscription les ouvriers des deux sexes qui y travaillent à la date de l'arrêté de convocation, soit au fond, soit aux installations de la surface qui se rapportent à l'exploitation de la mine, aux conditions suivantes :

1° Être Belge ;

2° Être âgé de 21 ans accomplis ;

ART. 12.

Ten minste ééne maand vóór de verkiezing geven de personen, die van plan zijn eene betrekking van afgevaardigde aan te vragen, daarvan kennis aan den hoofdingénieur bestuurder der Mijnen van het arrondissement, waartoe de omschrijving behoort.

Na de oproeping door dezen laatste bieden zij zich aan, voorzien van de stukken waaruit blijkt dat zij voldoen aan de vereischten gesteld bij de n° 1°, 2°, 3°, 6° en 7° van artikel 10 dezer wet, om een bekwaamheidsexamen te ondergaan.

Aan elken candidaat, die voor het examen slaagt, levert de hoofdingénieur bestuurder der Mijnen een bewijsschrift af, waaruit blijkt dat hij bekwaam is om de door hem aangevraagde betrekking te bekleeden.

De kandidaten, die niet in bezit zijn van dit bewijsschrift, zijn niet verkiesbaar.

Kiesbevoegdheid.

ART. 13.

Zijn kiezers in eene omschrijving de werklieden van beiderlei kunne, die op den datum van het oproepingsbestuit arbeiden hetzij in de ondergrondsche werken, hetzij in de bovengrondsche inrichtingen die tot de mijnontginning behooren, mits :

1° Zij Belg zijn ;

2° Zij volle 21 jaar oud zijn ;

Proposition de loi.

Voorstel van wet.

Toutefois, lorsque le travail aura été suspendu par les ouvriers, soit par accident, soit par l'effet d'un conflit quelconque, seront électeurs, tous ceux qui sont inscrits sur la feuille de paye qui précède immédiatement la cessation du travail.

Zijn echter kiezers al de werklieden, ingeschreven op den betaalstaat die aan het staken van den arbeid onmiddellijk voorafgaat, indien den arbeid door de werklieden werd gestaakt hetzij wegens ongeval, hetzij ten gevolge van eenig geschil.

ART. 12.

La liste électorale de chaque circonscription est dressée par l'exploitant d'après la dernière feuille de paye, ainsi qu'il est dit à l'article précédent. Cette liste est affichée dans chaque exploitation aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers.

ART. 12.

De kiezerslijst van elke omschrijving wordt door den bedrijfsondernemer opgemaakt naar den jongsten betaalstaat, zooals bij het vorig artikel is bepaald. Die lijst wordt in elke onderneming aangeplakt op de gewone plaatsen voor de berichten aan de werklieden.

ART. 13.

La liste ainsi formée est remise par l'exploitant, dans les trois jours qui suivent l'arrêté de convocation, au bourgmestre de chacune des communes sur lesquelles s'étend la circonscription. Cette liste est remise en trois expéditions.

ART. 13.

De aldus opgemaakte lijst wordt, binnen drie dagen na het oproepingsbesluit, door den bedrijfsondernemer overhandigd aan den burgemeester van elke der gemeenten, die tot de omschrijving behooren. Gezegde lijst wordt in drievoudig afschrift overhandigd.

ART. 14.

Le Bourgmestre fait immédiatement, sans que le délai puisse dépasser la

ART. 14.

De burgemeester doet die lijsten aan de deur van het gemeentehuis dadelijk

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

3^o Être inscrit sur la feuille de la dernière paye dans la circonscription avant l'arrêté de convocation des électeurs.

Conservernt toutefois le droit à l'électorat, les ouvriers qui pour cause de maladie, accident, grève, lock-out ou chômage involontaire ont temporairement cessé de travailler.

ART. 14.

Un arrêté royal déterminera le mode de formation des listes électorales de chaque circonscription.

3^o Zij ingeschreven zijn op den staat der laatste betaling, in de omschrijving gedaan vóór het besluit tot oproeping der kiezers.

De werklieden, die tijdelijk ophielden te arbeiden wegens ziekte, ongeval, werkstaking, uitsluiting of onvrijwillige werkloosheid, blijven echter kiesgerechtigd.

ART. 14.

Een Koninklijk besluit bepaalt op welke wijze de kiezerslijsten van elke omschrijving worden opgemaakt.

Proposition de loi.

Voorstel van wet.

huitaine à partir du jour de l'arrêté de convocation, afficher ces listes à la porte à la maison communale.

ART. 15.

Les réclamations des intéressés seront formées dans les cinq jours qui suivront cet affichage. Elles seront reçues par le Bourgmestre et portées devant le juge de paix qui statue d'urgence et en derniers ressort.

ART. 16.

Si l'exploitant ne remet pas au Bourgmestre la liste ci-dessus mentionnée, ou si le bourgmestre ne la pas fait afficher dans les délais et conditions ci-dessus indiqués, le Gouverneur fait dresser et afficher cette liste, aux frais du délinquant, sans préjudice des peines qui pourront être prononcées contre ce dernier pour contravention à la présente loi.

ART. 17.

Si une circonscription s'entend sous plusieurs cantons, le juge de paix compétent est celui dont le canton comprend la commune désignée comme lieu de vote par l'arrêté de convocation.

ART. 18.

Le Gouverneur de la province convoque les électeurs. La première convo-

aanplakken, en wel uiterlijk binnen acht dagen na den datum van het oproepingsbesluit.

ART. 15.

De bezwaarschriften van de belanghebbenden moeten ingediend worden binnen vijf dagen na dit aanplakken. Zij worden ontvangen door den burgemeester en aangebracht voor den vrederechter, die dringend en in hoogsten aanleg uitspraak doet.

ART. 16.

Wordt bedoelde lijst door den bedrijfsondernemer niet overhandigd aan den burgemeester of doet deze ze niet aanplakken binnen den tijd en op de wijzen, die hierboven zijn bepaald, dan doet de Gouverneur die lijst opmaken en aanplakken op de kosten van den overtreder, onverminderd de straffen die tegen dezen laatste kunnen uitgesproken worden wegens overtreding van deze wet.

ART. 17.

Indien eene omschrijving tot verscheidene kantons behoort, is de bevoegde vrederechter die van het kanton, waarin is gelegen de gemeente, door het oproepingsbesluit aangewezen als plaats voor de stemming.

ART. 18.

De Gouverneur der provincie roept de kiezers op. Tot de eerste oproeping

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 15.

*Les électeurs sont convoqués par
arrêté du Ministre ayant dans ses attri-*

ART. 15.

*De kiezers worden opgeroepen bij be-
sluit van den Minister, tot wien bevoegd-*

Proposition de loi.

Voorstel van wet.

cation aura lieu trois mois après la promulgation de la présente loi. Les convocations ultérieures auront lieu dans les quinze jours qui suivront la disparition du titulaire.

wordt overgegaan drie maanden na de afkondiging dezer wet. De latere oproepingen geschieden binnen vijftien dagen na het verdwijnen van den titularis.

ART. 19.

ART. 19.

L'arrêté de convocation sera affiché dans chaque commune de l'arrondissement, quinze jours au moins avant l'élection, qui doit toujours avoir lieu un dimanche.

Het oproepingsbesluit wordt in elke gemeente van het arrondissement aangeplakt ten minste vijftien dagen vóór de verkiezing; deze moet steeds op een Zondag plaats hebben.

ART. 20.

ART. 20.

Le vote est obligatoire. Cette obligation est soumise aux mêmes peines et prescriptions que celles édictées en la loi électorale du 30 juin 1894, articles 220 et suivants. Le vote a lieu à la maison communale de la commune désignée par l'arrêté du Gouverneur.

Het stemmen is verplichtend. Deze verplichting valt onder de toepassing van dezelfde straffen en voorschriften als die bepaald door de kieswet van 30 Juni 1894, artikel 220 en volgende. De stemming heeft plaats op het gemeentehuis der gemeente, bij besluit van den Gouverneur aangewezen.

ART. 21.

ART. 21.

Le bureau électoral est présidé par le bourgmestre qui a pour assesseurs quatre électeurs pris par moitié parmi les plus âgés et les plus jeunes des électeurs, qu'il aura désignés trois jours avant le scrutin. Ceux-ci recevront le même jeton de présence qu'aux élections communales ou provinciales.

Het kiesbureel wordt voorgezeten door den burgemeester met, als bijzitters, vier kiezers, waarvan twee zijn aangesteld onder de oudste en twee onder de jongste kiezers, door hem aangewezen drie dagen vóór de stemming. Dezen ontvangen een aanwezigheidspenning van gelijk bedrag als die voor de provinciale of gemeentelijke verkiezingen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

butions la police des Mines et pour la première fois, dans les trois mois de la mise en vigueur de la présente loi.

En cas de démission, révocation ou décès d'un délégué, la convocation des électeurs se fera dans les quinze jours de la vacance du poste.

heid de Mijnpolitie behoort en, voor de eerste maal, binnen drie maanden na het in werking treden dezer wet.

Bij ontslag, afzetting of overlijden van een afgevaardigde worden de kiezers opgeroepen binnen veertien dagen na het openvallen der betrekking.

ART. 16.

Le vote est obligatoire. Cette obligation est sanctionnée conformément aux articles 220 et suivants de la loi électorale du 30 juin 1894.

Le vote a lieu dans la commune désignée par l'arrêté de convocation.

ART. 16.

De stemming is verplichtend. Deze verplichting wordt bekrachtigd overeenkomstig de artikelen 220 en volgende der kieswet van 30 Juni 1894.

De stemming heeft plaats in de gemeente, door het oproepingsbesluit aangewezen.

ART. 17.

L'organisation des opérations électorales ainsi que la procédure relative aux réclamations auxquelles le résultat du scrutin pourrait donner lieu sont réglées par arrêté royal.

ART. 17.

De regeling der kiesverrichtingen, alsmede de regelen betreffende de bezwaren waartoe de uitslag der stemming zou kunnen aanleiding geven, worden bij Koninklijk besluit vastgesteld.

Proposition de loi.

ART. 22.

Chaque bulletin portera les noms des candidats. Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart du nombre des électeurs inscrits.

Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffit, quel que soit le nombre des votants.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est élu.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé le dimanche suivant, dans les mêmes conditions de forme et de durée.

Le vote a lieu sur un bulletin d'un type uniforme que le président remettra à chaque électeur, au moment où il pénétrera dans l'isoloir.

Ces bulletins, listes, affiches, etc., et tous imprimés quelconques, les jetons de présence, etc., et tous frais relatifs à ces élections, seront supportés par la province.

ART. 23.

Ceux qui, soit par voies de fait, violences, dons, soit en faisant à un électeur perdre son emploi, d'être privé de son travail, ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, auront influencé le vote, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 francs à 2,000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Voorstel van wet.

ART. 22.

Op elk stembriefje zijn de namen der kandidaten vermeld. Niemand is bij de eerste stemming verkozen, zoo hij niet heeft verkregen de volstrekte meerderheid der uitgebrachte stemmen en een getal stemmen ten minste gelijk aan een vierde van het getal ingeschreven kiezers.

Bij de tweede stemming volstaat de betrekkelijke meerderheid, welke het getal van de stemmenden ook zij.

Bij staking van stemmen is de oudste der kandidaten verkozen.

Is er eene tweede stemming noodig, dan wordt den volgenden Zondag daartoe overgegaan op dezelfde wijzen, wat den vorm en den duur aangaat.

De stemming wordt uitgebracht op een stembriefje van een zelfde model, dat de voorzitter aan elken kiezer overhandigt wanneer hij zich in het stemhokje begeeft.

De kosten der stembriefjes, lijsten, plakbrieven, enz., die van elk drukwerk, de aanwezigheidspenningen, enz., en al de kosten betreffende die verkiezingen zijn ten laste van de provincie.

ART. 23.

Met eene gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar en met eene boete van 100 frank tot 2,000 frank, of met slechts ééne van beide straffen, worden gestraft zij, die de stemming hebben beïnvloed hetzij door feitelijkheden, gewelddaden, giften, hetzij door aan eenen kiezer zijne betrekking te ontnemen, door hem zijn werk af te nemen of zijnen persoon, zijne familie of zijn vermogen aan eenige schade bloot te stellen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

ART. 18.

Pour être élu au premier tour de scrutin, tout candidat devra obtenir la majorité absolue des suffrages valablement exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart du nombre des électeurs inscrits.

Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffit, quel que soit le nombre des votants.

En cas de *parité* des voix, le plus âgé des candidats est *proclamé* élu.

ART. 18.

Om bij de eerste stemming gekozen te worden, moet elke candidaat de volstreckte meerderheid der geldig uitgebrachte stemmen en een getal stemmen, ten minste gelijk aan een vierde van het getal ingeschreven kiezers, verkrijgen.

Bij de tweede stemming volstaat de betrekkelijke meerderheid, welk het getal van stemmenden ook zij.

Bij staking van stemmen wordt de oudste der kandidaten verkozen verklaard.

ART. 19.

Les pénalités prévues au titre VI de la loi électorale du 30 juin 1894 sont applicables aux élections des délégués à l'inspection des mines.

ART. 19

De straffen, voorzien bij titel VI der kieswet van 30 Juni 1894, zijn van toepassing op de verkiezingen voor de afgevaardigden bij het mijntoezicht

Proposition de loi

ART. 24.

Après le dépouillement du scrutin, le président proclame le résultat du vote ; il dresse et transmet au Gouverneur le procès-verbal des opérations.

Les réclamations doivent être consignées au procès-verbal ou être adressées, à peine de nullité, dans les trois jours qui suivront l'élection, au Gouverneur qui en accuse réception.

Les exploitants peuvent, comme les électeurs, adresser dans le même délai leurs réclamations au Gouverneur.

ART. 25.

En cas de contestation, le Gouverneur transmet le désir, au plus tard le cinquième jour après l'élection, au conseil des prud'hommes, ou, s'il n'existe pas de conseil des prud'hommes dans la circonscription, au juge de paix, qui doit statuer dans les huit jours suivants.

En cas d'annulation, il est procédé à l'élection dans le délai d'un mois,

ART. 26.

Les candidatures doivent parvenir au bourgmestre de la commune désignée comme siège de la circonscription, qui est le président du bureau électoral, quinze jours au moins avant la date du scrutin.

La présentation devra être signée par cinquante électeurs de la circonscription, à moins qu'elle ne soit présentée par

Voorstel van wet.

ART. 24.

Na de opneming der stemmen maakt de voorzitter den uitslag der stemming bekend; hij maakt het proces-verbaal der verrichtingen op en zendt het aan den Gouverneur.

De bezwaren moeten in het proces-verbaal vermeld of, op straffe van nietigheid, binnen acht dagen na de verkiezing overgemaakt worden aan den Gouverneur; deze geeft er ontvangstbewijs van.

Binnen denzelfden termijn kunnen de bedrijfsondernemers, evenals de kiezers, hunne bezwaren overmaken aan den Gouverneur.

ART. 25.

Is er geschil, dan zendt de Gouverneur de stukken, uiterlijk den vijfden dag na de verkiezing, aan den Werkrechtersraad of, zoo er in de omschrijving geen Werkrechtersraad is, aan den vrederechter; deze moet binnen acht dagen daarna uitspraak doen.

In geval van nietigverklaring wordt tot de verkiezing overgegaan binnen het tijdsverloop van ééne maand.

ART. 26.

De candidaturen moeten, ten minste vijftien dagen vóór den dag der stemming, ingeleverd worden bij den burgemeester der gemeente aangewezen als zetel der omschrijving; deze burgemeester is de voorzitter van het kiesbureau.

De candidaatstelling moet ondertekend zijn door vijftig kiezers der omschrijving, tenzij die geschiedt door

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeling.

Proposition de loi

Voorstel van wet.

une organisation syndicale des mineurs groupant au moins 25 % des mineurs de la circonscription.

eene syndicale inrichting der mijnwerkers, waarvan ten minste 25 % van de mijnwerkers der omschrijving deel uitmaken.

ART. 27.

ART. 27.

Les délégués sont élus pour trois ans. Toutefois, il doivent continuer leurs fonctions tant qu'ils n'ont pas été remplacés.

De afgevaardigden worden verkozen voor drie jaar. Zij moeten echter hun ambt voortzetten zoolang zij niet vervangen zijn.

Il est pourvu, dans le délai de cinq semaines qui suit la vacance, au remplacement du délégué décédé, démissionnaire, révoqué ou déchu.

Tot de vervanging van den overleden, ontslagnemenden, afgezetten of vervallen verklaarden afgevaardigde wordt overgegaan binnen vijf weken na het openvallen der plaats.

Le nouvel élu est nommé pour le temps restant à courir jusqu'au terme qui était assigné aux fonctions de celui qu'il remplace.

De nieuw verkozene wordt benoemd voor den tijd die nog moet verlopen totdat vervalt het mandaat van dengene, dien hij vervangt.

ART. 28.

ART. 28.

Tous ceux qui apporteraient une entrave aux visites et constatations des inspecteurs ouvriers, de même que tous ceux qui contreviendraient aux dispositions de la présente loi, seront punis d'une amende de 100 à 5,000 francs et d'un emprisonnement de 15 jours à 2 ans ou d'une de ces peines seulement.

Alwie de bezoeken en bevindingen der opzichters-werklieden op eenige wijze belemmert, alwie de bepalingen dezer wet overtreedt, wordt gestraft met eene boete van 100 tot 5,000 frank en met eene gevangenisstraf van 15 dagen tot 2 jaar of met slechts ééne van beide straffen.

Texte proposé par la Section centrale.

tions pendant au moins huit années, aura dépassé l'âge de soixante ans lors de l'expiration de son mandat.

La même pension sera accordée sans égard au nombre d'années de service, au délégué qui pour cause d'invalidité se trouverait avant cet âge dans l'impossibilité de continuer ses fonctions.

Cette pension sera calculée à raison de 5 % de la somme des traitements sans qu'elle puisse jamais excéder 40 % du dernier traitement de l'intéressé. Ce maximum sera porté à 50 % pour le délégué frappé d'invalidité prématurée.

ART. 25.

La loi du 11 avril 1897, instituant des délégués à l'inspection des Mines, est abrogée.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling.

zijn ambt te hebben vervuld gedurende ten minste acht jaar, meer dan zestig jaar oud is bij het vervallen van zijn mandaat.

Hetzelfde pensioen wordt, welk het getal dienstjaren ook zij, verleend aan den afgevaardigde die vóór dien leeftijd, wegens invaliditeit, zijn ambt niet meer zou kunnen voortzetten.

Dit pensioen wordt berekend op den grondslag van 5 % van het gezamenlijk bedrag der jaarwedden; het mag echter nooit 40 % der laatste jaarwedde van den belanghebbende overschrijden. Dit maximum wordt tot op 50 % gebracht voor den vroegtijdig invaliden afgevaardigde.

ART. 25.

De wet van 11 April 1897 tot aanstelling van afgevaardigden bij het Mijntoezicht wordt ingetrokken.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middelenafdeeling

ART. 20.

Les délégués sont élus pour *un terme de quatre ans*; ils doivent toutefois continuer leurs fonctions *jusqu'à ce qu'une élection ait pourvu à leur remplacement*.

En cas d'élection partielle provoquée par suite de décès, démission ou révocation d'un délégué, le nouvel élu achève le mandat de son prédécesseur.

ART. 20.

De afgevaardigden worden verkozen voor een tijd van vier jaar; zij moeten echter hun ambt voortzetten *totdat zij bij eene verkiezing worden vervangen*.

Bij gedeeltelijke verkiezing wegens overlijden, ontslag of afzetting van een afgevaardigde, voleindigt de nieuw gekozene den termijn van zijn voorganger.

Sanctions et dispositions diverses.

Straffen en onderscheidene bepalingen.

ART. 21.

Sera puni d'une amende de 26 à 500 francs et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura mis obstacle à l'exercice de la mission des délégués ou des délégués spéciaux à l'inspection des mines.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs ou gérants.

Le chapitre VII et l'article 85 du Livre I du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

ART. 21.

Alwie het vervullen van de opdracht der afgevaardigden of der bijzondere afgevaardigden bij het mijntoezicht hindert, wordt gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank en met eene gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden of met slechts éene dezer straffen.

De bedrijfshoofden zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling der boeten, ten laste van hunne bestuurders of zaakvoerders uitgesproken.

Hoofdstuk VII en artikel 85 van Boek I van het Strafwetboek zijn van toepassing op de overtredingen, bij dit artikel voorzien.

Proposition de loi.

ART. 29.

Les années passées par l'inspecteur dans l'exercice de ces fonctions comptent comme années de travail pour l'obtention de la pension.

ART. 30.

Chaque année, l'Etat publiera, sous forme de bulletin, un résumé des rapports qui lui auront été adressés par les inspecteurs ouvriers.

Voorstel van wet.

ART. 29.

De jaren, gedurende welke de opzichter zijn ambt uitoefende, tellen als arbeidsjaren tot het bekomen van het pensioen.

ART. 30.

Elk jaar maakt de Regeering, bij wijze van bulletijn, den beknopten inhoud bekend van de verslagen, die haar door de opzichters-werklieden werden opgemaakt.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 22.

Le délégué qui est atteint d'une infirmité le rendant impropre à son service peut être relevé de ses fonctions par le Ministre.

Pourra être révoqué par le Ministre, le délégué qui se rendra coupable d'un manquement grave à ses devoirs ou qui cessera de réunir les conditions prescrites à l'article 10, 6^o et 7^o, de la présente loi.

ART. 23.

Tout délégué dont un parent en ligne directe serait engagé dans un charbonnage de la circonscription en qualité de chef porion ou de conducteur des travaux, ne pourra continuer l'exercice de ses fonctions que moyennant l'obtention d'une autorisation spéciale du Ministre.

ART. 24.

Une pension est accordée par l'État au délégué qui, ayant exercé ses fonc-

ART. 22.

De afgevaardigde, die lijdt aan een lichaamsgebrek, waardoor hij voor zijn dienst ongeschikt is, kan door den Minister uit zijn ambt ontslagen worden.

De afgevaardigde, die zich schuldig maakt aan eene zwaarwichtige tekortkoming aan zijne plichten of die niet meer voldoet aan de vereischten gesteld bij artikel 10, 6^o en 7^o, dezer wet, kan door den Minister afgezet worden.

ART. 23.

Elke afgevaardigde, waarvan een bloedverwant in de rechte linie als hoofdopzichter of als leider der werken mocht werkzaam zijn in eene kolenmijn der omschrijving, mag niet langer zijn ambt vervullen, tenzij hij daartoe eene bijzondere machtiging van den Minister bekomt.

ART. 24.

Een pensioen wordt door den Staat verleend aan den afgevaardigde die, na

Proposition de loi.

Voorstel van wet.
